



## 12 avril : 50.000 manifestants à la recherche d'une alternative politique introuvable hors des luttes.

**Notre présence à la manifestation du 12 avril a été très remarquable. Nos nouveaux drapeaux avec faucille et marteau jaunes sur fond rouge attirent l'attention sur nos positions et les priorités de lutte que nous proposons. Rendez-vous au 1er mai!**

### QUELQUES DATES :

**22 mai:** Grève des cheminots contre la « réforme » ferroviaire

**15 mai:** Journée de grève et de manifestation dans les fonctions publiques contre l'austérité

**6 mai:** Journée d'action RATP BUS.

**1er mai:** Fête du travail

**Manifestation 15h00**

**Bastille-Nation**

Portage et vente du **muquet** PCF 15 les 29, 30 avril et 1er mai (aux postes habituels)

**27 avril:** Journée nationale de la Déportation. Cérémonie 15ème, devant la Mairie, à 10h45.

**25 avril:** Assemblée des communistes du 15ème

Au moins 50.000 personnes de tout le pays ont participé le 12 avril à la marche nationale contre l'austérité à Paris. Le défilé a présenté un caractère plus « citoyen » qu'ouvrier. C'est logique pour un rassemblement organisé un samedi, à l'appel de « personnalités ».

**Quelques jours après la nomination de Valls, quelques semaines après les municipales, ces 50.000 manifestants ont donné un signal de mobilisation contre la poursuite et l'aggravation de la politique au service du Medef, face à la résignation orchestrée par l'idéologie dominante. Ils ont exprimé aussi la volonté de combattre l'extrême-droite et de ne pas laisser le pavé aux ultraréactionnaires.**

**La section du PCF Paris 15<sup>ème</sup>, avec les jeunes communistes du 15<sup>ème</sup> ont contribué à cette mobilisation et se félicitent de son résultat. Avec les délégations des sections du PCF de Saint-Quentin, de Mantes-la-Jolie et de Saint-Martin-d'Hères, avec des camarades de plusieurs autres départements, nous avons distribué largement notre tract intitulé « L'alternative politique ne pourra partir que de la montée des luttes ».**

La question de l'alternative politique était bien au cœur des préoccupations des manifestants, comme elle l'est pour des millions de travailleurs.

**Les municipales ont traduit, dans la situation présente, l'absence objective de perspective politique de rupture dans les institutions.**

La manifestation du 12 avril l'a illustrée à nouveau.

**Les organisations qui se réclament « à la gauche du PS » viennent d'être sanctionnées par les électeurs, presque à l'égal du PS. Elles paient visiblement les illusions semées avant 2012 sur un changement avec Hollande, l'absence de positions de rupture franches notamment sur l'Union européenne.**

La manifestation de samedi n'a malheureusement pas démenti leurs démarches politiques parallèles.

Mélenchon drague aussi bien les « écologistes », pourtant les plus pro-UE des politiciens, que le NPA. Après avoir tiré à boulets rouges sur le PCF pendant la campagne des municipales, il est en situation de continuer à le plumer aux européennes, puisque la direction du PCF continue à s'emprisonner dans sa stratégie du Front de gauche.

Besancenot, délaissé des media, fait réciproquement des offres à Mélenchon. Là, il a réussi à s'approprier médiatiquement l'initiative de la manifestation du 12 avril, qui pourtant revient à la direction du PCF.

La direction du PCF, Pierre Laurent, le lui ont permis en préférant s'effacer derrière une affiche anonyme et un appel de « personnalités » diverses. Son objectif prioritaire semble avoir été, quitte à se placer au second rang, de racoler une partie l'autoproclamée « aile gauche » du PS, un peu présente en tête de cortège...

La confrontation de ces préoccupations politiques a conduit à abandonner l'idée d'un meeting en fin de manif à la Nation de peur que l'un ou l'autre prenne l'avantage.

# Riposte politique

Comme on est loin des attentes des manifestants, de l'exigence populaire d'alternative politique !

Les uns et les autres dirigeants de la « gauche radicale » n'ont réussi à s'entendre que pour mettre en avant la personne du politicien grec Alexis Tsipras.

**Tsipras est candidat à la présidence de la Commission européenne pour le Parti de la gauche européenne (PGE).** Lui et ses soutiens français ne pourraient mieux légitimer l'UE du capital, prétexte et instrument de l'écrasement des acquis sociaux et démocratiques de chaque peuple. Sa priorité principale est d'ailleurs la sauvegarde de l'euro. Ses inspireurs sont ouvertement Obama et Roosevelt. Non merci !

Le changement politique en France ne réside évidemment pas dans une perspective illusoire et trompeuse de renversement des coalitions au Parlement européen. Il n'est évidemment pas à attendre d'un changement de gouvernement de Hollande. Après les sales coups confiés à Valls, Hollande pourrait miser sur équipe de remplacement, moins « social-libéral ». Et alors !

**Plus que jamais, nous continuons, comme dans la manif du 12, de mettre en avant les luttes, leur renforcement, leur convergence.** C'est la seule voie vers le changement politique dans la période actuelle. C'est la seule façon de repousser le consensus droite/PS, de rejeter la diversion mortifère du FN, organisé pour le compte du système.

**La mobilisation contre le « pacte de responsabilité » est passée à un niveau supérieur avec la manifestation du 18 mars, notamment dans les organisations de la CGT.**

**L'opposition au Pacte ne saurait se réduire à des slogans vagues contre l'austérité.** Pour rassembler, nous devons traduire la gravité du « pacte », les cadeaux d'un montant inégalé au patronat, en luttes immédiates et concrètes, contre la TVA, la casse de la santé et de l'hôpital publics, celle des allocations familiales...

**La lutte des cheminots contre la réforme ferroviaire, avec la grève du 22 mai, celles des fonctionnaires contre l'austérité, avec la grève du 15 mai, les mouvements à la Poste, à EDF, à la RATP possèdent un fort potentiel d'entraînement chez les usagers.** Partout en France, on se bat contre la casse de l'industrie.

C'est tout cela que nous avons mis au centre de notre expression à la manifestation du 12 avril, pour la convergence des luttes, passant par la rupture avec l'UE du capital, loin des préoccupations politiciennes, qui ne sauraient enfermer la détermination des manifestants, des travailleurs qui luttent et lutteront.

**Prochain rendez-vous pour la mobilisation générale : le 1<sup>er</sup> mai !**



## Extraits de notre tract général, après la nomination de Valls

### Faire converger les luttes pour le retrait du « pacte de responsabilité ».

Ces dernières semaines, le mouvement a connu une progression importante avec les manifestations du 18 mars. Les prétextes sur les créations d'emploi et la nécessité d'obtempérer à l'UE commencent à tomber. **La comédie du « dialogue social » et la collaboration de la CFDT sont démasqués.**

Valls décide d'accélérer l'adoption des mesures du pacte, de gonfler encore les cadeaux au patronat : « crédit d'impôt compétitivité », exonérations de cotisations sociales, baisse d'impôt. Le prétexte de la « baisse des déficits publics » tombe d'autant plus. **Le pouvoir espère passer en force avant que les conséquences du pacte sur le pouvoir d'achat, la protection sociale ne soient trop sensibles.** Dans la continuité de la lutte contre les hausses de TVA, dénonçons et combattons le démantèlement de l'offre de soins et de l'hôpital publics, la remise en cause des allocations familiales, l'explosion des tarifs des services publics ! Voilà la contrepartie réelle du pacte de solidarité !

Les journées d'action déjà programmées des fonctionnaires contre l'austérité le 15 mai, des cheminots contre la « réforme ferroviaire » le 22 mai seront des étapes importantes dans la convergence des luttes. **Le 1<sup>er</sup> mai peut et doit être une grande journée de mobilisation générale contre le « pacte de responsabilité ».**

### Faire capoter la « réforme ferroviaire », c'est possible !

**La « réforme ferroviaire » est un projet de loi d'une extrême gravité. Il prépare l'éclatement de la SNCF et la casse du statut des cheminots.**

C'est l'étape nécessaire pour poursuivre et finaliser le processus de marchandisation et de privatisation du rail dont des conséquences se font déjà durement sentir sur les salariés, les usagers, les territoires. Les journées d'action ont été très fortes en juin et en décembre derniers. Le pouvoir redoute la résistance des cheminots. Le spectre des luttes victorieuses de novembre/décembre 1995 le hante toujours.

**L'un des objectifs de la « réforme » est aussi d'abattre la « locomotive » du mouvement social** que représentent les cheminots dans l'intérêt de tous les travailleurs.

Pour faire passer la réforme, le gouvernement choisit d'en minimiser l'objet. Pas un mot dans le discours de Valls. L'examen du projet de loi est reporté au cœur de l'été... Pendant ce temps, avec l'aide des syndicats de collaboration, la direction s'efforce de diviser les cheminots, d'instaurer des négociations sur des protections catégorielles, temporaires et illusoirs devant la perspective de privatisation. Le pouvoir s'appuie au maximum sur l'Union européenne et ses directives de mise en concurrence. Tout se passerait à Bruxelles et il faudrait s'en accommoder plus ou moins mal. NON ! La résistance à la casse des services publics en Europe se joue dans chaque pays !

# MUNICIPALES PARIS: analyse des résultats

## Municipales à Paris et dans le 15<sup>ème</sup>. L'indifférence électorale ne doit pas masquer la profonde volonté de rupture.

Les élections municipales n'ont pas réservé de surprise à Paris. Anne Hidalgo a été élue maire de Paris et Philippe Goujon s'est succédé à lui-même dans le 15<sup>ème</sup>. **La rupture avec la politique « social-libérale », n'est pas pour maintenant à Paris, du moins à l'Hôtel de Ville. Les tendances électorales nationales – sanction de la gauche, montée de l'abstention, vote déversoire sur le FN – ont été atténuées dans la capitale.**

**Les caractéristiques de l'électorat parisien l'expliquent en partie.**

Une large frange des Parisiens est nettement plus riche que la moyenne nationale, moins sujette à la colère sociale, plus adhérente à l'idéologie dominante, plus sensible aussi aux questions de société. Les Parisiens les plus pauvres sont plus souvent exclus du droit de vote et imperméables au discours anti-immigrés du FN.

Il est à noter aussi que plus du tiers des habitants majeurs n'est pas inscrit sur les listes électorales de la ville (étrangers, inscrits en province, non-inscrits volontaires ou non...): 640.000 sur 1.880.000. Avec l'abstention, cela fait que moins d'un Parisien majeur sur 8 a voté pour les listes Hidalgo au 1<sup>er</sup> tour. Comme dans les autres grandes villes et en banlieue, **le suffrage « universel » l'est de moins en moins. Il y a crise démocratique. Tous les résultats sont à relativiser.**

**La campagne électorale a reflété le large consensus entre les principaux candidats sur les questions de fond, aussi bien nationales que locales,** étouffant la contradiction, même le débat public, avec toute force portant quelque alternative.

De toutes les communes, la capitale est celle où la situation politique s'apparente le plus à la situation nationale. Delanoë et Hidalgo n'ont pas pu masquer leur proximité immédiate avec Hollande qui poursuit la politique de Sarkozy.

**Les programmes et les discours creux d'Hidalgo et NKM se sont révélés presque interchangeables comme leurs équipes.** On ne compte plus les ralliements venant du Modem ou de l'UMP à Hidalgo, le dernier en date, après le 1<sup>er</sup> tour, celui de la tête de liste UMP dans le



*Dans un communiqué, Hidalgo vient de féliciter Valls pour sa déclaration de politique générale et d'annoncer qu'elle inscristrait son action parisienne sur ses pas.*

18<sup>ème</sup> en 2008, Roxane Descorte. Dans le 15<sup>ème</sup>, c'est la caricature : l'ex-ministre UMP, Dominique Versini, figurait en 3<sup>ème</sup> position derrière Hidalgo pendant que l'ex secrétaire général des Verts et partenaire de l'union de la gauche, Yann Werling, était 4<sup>ème</sup> derrière l'UMP Goujon.

**Aussi, le niveau de l'abstention n'est pas étonnant : 43,7%, bien plus que la moyenne nationale (même s'il augmente moins fortement à Paris, + 0,7%).** Dans le 15<sup>ème</sup>, la participation a augmenté de 2% sans doute à cause de la médiation d'Hidalgo.

**Dans ce contexte, les mouvements de voix entre 2008 et 2014 ont été de faible ampleur au 1<sup>er</sup> tour, ce qui a permis aux deux camps principaux de crier victoire, alors qu'en réalité, les deux sont sanctionnés.**

**Au second tour, le vote sanction s'est davantage manifesté avec un net report des voix FN sur la droite.** Mais au final, seul le 9<sup>ème</sup> arrondissement bascule à droite alors que le 5<sup>ème</sup> a manqué de peu de basculer « à gauche ».

**La droite rassemblée de NKM est arrivée en tête au 1<sup>er</sup> tour, certes, mais c'est à la faveur de son union.** En fait, elle perd, avec 35,6%, près de 2% et 10.000 voix sur le total UMP+Modem de 2008. Les dissidents et divers droite restent au même niveau : 5%. La droite ne se relève pas du vote sanction qui l'a frappé en 2008, pas plus à Paris qu'ailleurs, malgré l'illusion d'optique.

**De leur côté en effet, les listes issues de la majorité de « gauche » sortante,**

**prises ensemble, ont peu reculé sur 2008.** Mais avec 34,4%, les listes Hidalgo ont été devancées. Elles ont endossé le vote sanction contre la politique du gouvernement, mais sont arrivées à drainer des voix de droite qui l'ont compensé.

Les listes EELV et PG-FdG ont bien joué leur rôle de matelas d'amortissement et de forces d'appoint.

Le résultat des écologistes, en hausse de 2% à 8,8%, provient sans doute en partie de leur position critique – la seule dans la majorité sortante – à l'égard de la politique d'urbanisme d'Hidalgo qu'ils ont ralliée cependant aussitôt. Ils ont certainement profité – dans le fond on ne voit pas pourquoi - du nuage de particules fines qui a empesté Paris avant le scrutin. Dans la capitale, il se trouve aussi une population qui a les moyens d'habiter assez près de son travail pour s'y rendre à bicyclette et d'avoir comme préoccupation prioritaire un aéroport situé à 400 kilomètres...

**Le PG de Mme Simonnet et M. Corbière, élus PS en 2001 et 2008, a réussi à canaliser, sur un mode gauchisant, certains déçus de Hollande,** tout en recyclant la majeure partie des voix du NPA de 2008. Avec 5%, leur résultat est conforme aux prévisions des sondages pour le Front de gauche (mené par le PG ou par le PCF).

Ils ne seront même pas récompensés en sièges d'avoir occupé « l'espace politique » à gauche du PS. Leurs anciens camarades du PS et du Front de gauche les ont éconduits des fusions de liste, après qu'ils ont pourtant appelé à « battre la droite ». Les règlements de compte entre anciens du PS et de l'UNEF, l'avidité de sièges de ceux qui n'ont pas osé se présenter devant les électeurs donnent une image déplorable. **Sans aucune sympathie politique pour les dirigeants du FdG et leur démarche, nous comprenons la colère de leurs électeurs.**

**La stratégie « arc-en-ciel » de l'équipe Hidalgo – large ouverture vers le bleu (UMP) et le jaune (Modem), caution « rouge » avec les directions du PCF – a fonctionné. Le choix de la collaboration payé: Mme Versini (ex-UMP), M.**

# MUNICIPALES PARIS ET XVe (suite)

Suite de la page 3

Martins (ex-Modem), M. Brossat (PCF) sont promus adjoints au maire de Paris, les directions du PCF, choyées, gagnent 5 postes de conseillers de Paris.

## Cette stratégie a moins bien marché dans le 15<sup>ème</sup>.

Avec Versini, l'ouverture à droite était peut-être trop caricaturale et l'illusion de « gauche » de sa politique y était aussi plus difficile à défendre. Les choix favorisant la spéculation dans le 15<sup>ème</sup> (Beaugrenelle avec la vente du centre commercial en pleine campagne, la Porte de Versailles etc.), son rejet hautain des revendications sociales du mouvement associatif ont pesé.

Malgré son nouveau statut, Hidalgo, tête de liste dans l'arrondissement, enregistre le plus lourd recul de la « gauche » à Paris. Au second tour, Hidalgo passe de 47,4% en 2008 à 36,6% en 2014 !

Elle perd même 5% sur 2001. La « gauche » perd deux de ses cinq sièges de conseillers de Paris dans le 15<sup>ème</sup>. Elle ne l'emporte – de justesse – que dans 2 bureaux de vote sur 85 (Frères Voisins, rue de Cherbourg). La gravité électorale pour la gauche (sans guillemets) de la politique social-libérale s'est beaucoup plus fait sentir qu'ailleurs à Paris.

A Paris, la progression du FN est très inférieure à celle constatée dans les autres grandes villes et villes moyennes. Il passe quand même de 3,2% en 2008 à 6,3% en 2014, soit un gain de 20.000 voix. A Paris, le système a moins besoin du FN que dans le reste du pays pour que rien ne change.

C'est bien l'enseignement principal de ces élections sans surprise : Elles ne vont rien changer. Aucune condition politique pour le changement, pour l'expression même d'une rupture avec la politique du capital, ne pouvait pointer lors de ce scrutin.

Conscients de cette réalité, communistes de la section du PCF du 15<sup>ème</sup> arrondissement, nous avons concentré notre action, pendant la campagne électorale, sur la mobilisation contre le « Pacte de responsabilité », avec l'heureuse manifestation du 18 mars, et sur

## des sujets parisiens locaux précis :

la santé (Hôtel-Dieu, défense des centres de santé), le logement, les équipements publics etc. **Notre objectif est de renforcer les luttes pour dès après les élections.**

## Nous avons

dénoncé la décision de la direction du PCF Paris de rallier dès le 1<sup>er</sup> tour les listes Hidalgo contre un certain nombre de places, et contesté les conditions biaisées du vote interne de ratification.

Ce choix, médiatisé nationalement, a lourdement plombé les candidats communistes en banlieue et dans toute la France, les associant au PS dans le vote sanction.

Nous vérifions aujourd'hui à quel point il aura des conséquences lourdes pour la crédibilité de notre Parti, les luttes initiées ou relayées par les communistes, dans les quartiers et les entreprises.

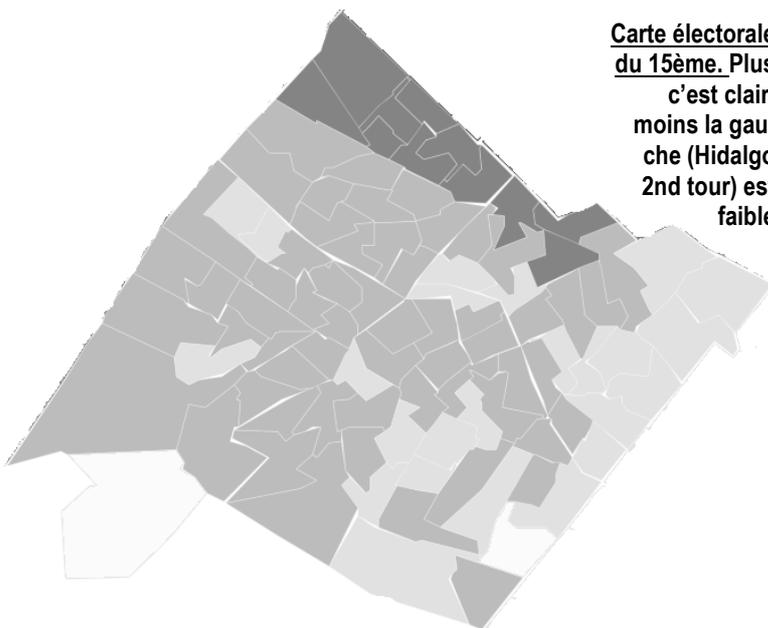
Les bonnes places octroyées par Hidalgo, sans avoir à coup férier, sur la base de l'alignement sur son programme social-libéral, préparent une satellisation accrue au PS. Hidalgo a rejeté la fusion avec le PG parce qu'il ne s'engageait pas à voter les budgets des six prochaines années. Les élus PCF ont donc fait cet acte de soumission !

**Certains arguments fallacieux, hypocrites risquent de se retourner contre tous les communistes. Nous ne laissons pas faire.**

On ne peut pas prétendre soutenir les urgences de l'Hôtel-Dieu, le projet de reconstitution de l'hôpital sans dénoncer Hidalgo et son colistier à la santé Le Guen (devenu ministre), sans dénoncer le nouveau directeur général de l'AP-HP Hirsch, ex-ministre de Sarkozy, nommé par la « gauche ». Ils portent le projet de casse.

Des affiches incroyables « contre la spé-

**Carte électorale du 15<sup>ème</sup>. Plus c'est clair, moins la gauche (Hidalgo 2nd tour) est faible**



culcation immobilière, votez Hidalgo » ont été produites par des candidats PCF. Nous sommes outrés par ce que nous espérons être de l'ignorance et non de la duplicité. Le promoteur Gecina, champion des ventes à la découpe, empoche 300 millions d'euros de plus-value à Beaugrenelle, en pleine campagne électorale, grâce à Hidalgo ! Pourquoi pas une affiche : « mieux vaut une spéculation de gauche que de droite » ?

**Les habitants et travailleurs du 15<sup>ème</sup> arrondissement peuvent continuer à compter sur l'action des communistes de la section du PCF Paris 15<sup>ème</sup> pour rassembler et défendre leurs intérêts face aux puissances d'argent, face à leurs valets parisiens.**

## **EUROPENNES: NON A L'EFFACEMENT DES POSITIONS COMMUNISTES!**

Les 2 et 11 avril, notre secrétaire, Emmanuel Dang Tran a fait partie de ceux au Conseil national qui ont dénoncé l'absence de discussion dans le Parti sur le contenu de la campagne électorale, l'alignement derrière la candidature supranationale d'Alexis Tsipras, défenseur de l'euro et des institutions européennes, voté contre l'accord électoral du Front de gauche qui laisse au PG trois têtes de liste régionales contre 2 au PCF et place à nouveau en position éligible Mme Vergiat, ex secrétaire du groupe PS à l'assemblée nationale, pendant Maastricht.

Pas question de cautionner les marchandages de couloirs du Front de gauche, comme on veut les faire ratifier après coup par les communistes ! Nous mettrons en avant nos positions de rupture avec l'UE en lien avec les luttes!

## Grève des éboueurs du groupe privé Pizzorno à Paris 15<sup>ème</sup>. Que fait la municipalité de « gauche » ?

**Mardi 15 avril, les éboueurs du prestataire privé de la Ville de Paris, le groupe Pizzorno, étaient en grève dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement.**

Comme les fois précédentes, les revendications des personnels ont été étouffées. Les habitants n'auront pu que constater que leurs poubelles n'étaient pas ramassées. Elles l'ont été le lendemain matin par les personnels d'une autre société privée, la Sepur, visiblement réquisitionnés par la Ville pour casser la grève.

**D'après nos informations, les salariés de Pizzorno s'opposent à une réorganisation de leur semaine de travail réduisant de 5 à 4 le nombre de journées travaillées.**

Cela signifie une augmentation insupportable de la pénibilité par journée alors que les conditions sur 5 jours sont déjà extrêmes, à l'origine de nombreux accidents du travail, de pathologies professionnelles, aussi d'accidents avec les autres véhicules et les piétons.

Cela signifie la perte de primes basées sur les jours travaillés. Cela pourrait signifier à terme des suppressions d'emploi d'autant plus que cette réorganisation des « temps » coïncide avec la volonté, aberrante du point de vue du service public, de la municipalité de Paris de supprimer la collecte du dimanche.

Les conditions de travail sont déjà très dures pour les agents de la propreté de la Ville de Paris, leurs risques professionnels très élevés. La municipalité Delanoë/Hidalgo après 2008 a décidé de privatiser la collecte dans trois nouveaux arrondissements pour « faire des économies ». Ces « économies », alourdies par les profits de négriers comme Pizzorno, se font sur quoi ? Sur l'écrasement des rémunérations et des conditions de travail des personnels des sociétés privées.

Communistes de la section du PCF Paris 15, nous apportons notre soutien plein et entier aux grévistes de Pizzorno. Nous avons été, malheureusement parmi les seuls, à dénoncer pendant la campagne électorale des mu-



nicipales la politique d'externalisation de la municipalité sortante.

Reconduite, continuant à se prétendre de « gauche », elle est maintenant responsable du **renouvellement du marché de la collecte des déchets ménagers dans le 15<sup>ème</sup>, qui arrive à échéance au 1<sup>er</sup> juillet 2014.**

**Nous demandons la remunicipalisation de cette activité, la reprise des personnels de Pizzorno et leur intégration dans les effectifs statutaires de la Ville.**

Dans l'immédiat, nous soutenons l'initiative du syndicat CGT du nettoyage de la Ville en direction d'Anne Hidalgo, son « action gréviste public/privé des personnels de la filière collecte et traitement des déchets », annoncée pour le 12 mai prochain.



## Soutien aux postiers de Paris 7 (15<sup>e</sup>) qui ont refusé de diffuser des tracts FN : un cas d'école.

La direction de la Poste ne cesse de dégrader la distribution du courrier, activité qu'elle considère comme insuffisamment rentable dans sa logique actuelle de profit.

En conséquence, elle dirige les facteurs, ceux dont elle ne supprime pas les emplois, de plus en plus vers d'autres activités dont la distribution dans les boîtes aux lettres de publicités non adressées, sous pli, ou même directement sous forme de prospectus.

Dans ce cadre, elle a voulu faire distribuer, début mars, par les facteurs du 7<sup>ème</sup> arrondissement de Paris (dont le centre se situe dans le 15<sup>ème</sup>), des tracts du FN, encartant, à découvert, des annonces com-

merciales. Cette situation ne semble s'être produite que pour le 7<sup>ème</sup> arrondissement.

L'émoi a été général dans le centre. Plusieurs facteurs ont refusé, malgré les pressions de certains cadres, de se transformer en distributeurs de tracts du FN. Ils ont reçu le soutien des syndicats SUD et CGT. Ceux-ci ont argué de la violation du devoir de réserve des agents, de leur droit d'objection de conscience, comme de la rupture de la neutralité du service public de La Poste. Tout cela à juste titre !

Communistes, nous apportons notre soutien aux facteurs et à leurs organisations syndicales. Ce précédent est un cas d'école. Dans le cadre du processus de privatisation, une direction de La Poste a tenté la provocation de mettre des facteurs au service d'une campagne électorale du FN.

La hauteur de la réponse syndicale, en particulier sur le fond de la définition du service public, représente un exemple pour d'autres situations qui ne manqueront malheureusement pas de se produire.

## RATP Croix-Nivert : la direction atteinte de sanctionniste anti-CGT aigüe. On la soigne!

Le 5 décembre dernier, la direction du dépôt RATP de Croix-Nivert convoquait en entretien disciplinaire un militant CGT, sans le moindre commencement de motif sérieux.

La stratégie d'intimidation s'était heurtée à une très forte mobilisation des machinistes et ouvriers du dépôt, rassemblés dans la cour, soutenus par des camarades d'autres centres bus et d'autres syndicats CGT du 15<sup>ème</sup>. Le lien avait été directement établi entre la répression antisyndicale et la course aveugle à la productivité, le durcissement des conditions de travail, la remise en cause larvée des horaires, l'arbitraire de certains cadres etc.

Après ce rassemblement, on croyait que la direction du dépôt allait infléchir sa politique de gestion des ressources humaines. D'autant que la « sanction » finale s'est logiquement réduite au minimum - un jour de

mise à pied avec sursis - discréditant les accusateurs.

Que nenni ! Voilà qu'elle décide de remettre ça et s'attaque à un autre délégué CGT, également très connu et apprécié dans le dépôt ! Avec aussi peu d'arguments que la 1<sup>ère</sup> fois : Il aurait « haussé le ton » en venant assister un collègue du tramway dans le cadre de son mandat de DP.

Que cherche la direction du centre ? A pourrir le climat et le « dialogue » social, pour mieux imposer localement la politique de privatisation ? A casser la CGT, seul syndicat réellement revendicatif et combatif ? Peine perdue !

Le 27 mars, jour de convocation du camarade, à nouveau, la mobilisation est venue la mettre en échec dans ses prétentions. Une centaine de machinistes et d'ouvriers, accompagnée de quelques retraités et syndicalistes d'autres entreprises, ont répondu pré-

sents. Pendant plusieurs heures, s'est déroulée une sorte de forum syndical dans la cour, permettant d'échanger, d'affûter analyses et arguments sur les menaces pesant sur les conditions de travail et le service public, aussi sur les mobilisations en cours contre le « pacte de responsabilité » et la « réforme ferroviaire ».

En montrant du doigt la CGT du dépôt, bien loin de l'affaiblir, la direction a désigné à l'ensemble des salariés l'organisation qui les défend vraiment et les positions qui peuvent entraver la politique de casse du service public nationalisé.

Communistes de la section et de la JC du 15<sup>ème</sup>, nous avons apporté tout notre soutien au camarade attaqué et à la mobilisation de la CGT Croix-Nivert. Nous continuerons.

## La CGT ne peut être qu'un syndicat de lutte de classe.

L'interview de Thierry Le Paon au *Nouvel Économiste* (« Il n'existe à la CGT aucune opposition de principe face au patronat. ») suscite de profonds débats au sein des organisations de la CGT, de vives inquiétudes parmi les militants sur les orientations de la direction confédérale, qui prolongent et aggravent le choix d'un syndicalisme dit « de négociation », tournant le dos à la lutte de classe et aux principes fondamentaux de la CGT.

Nous reproduisons ci-dessous l'adresse de la Commission Exécutive du Syndicat des Cheminots de Versailles à la Commission exécutive confédérale.

### Position de la Commission Exécutive du syndicat CGT des cheminots de Versailles à l'attention de la CE confédérale, à propos des récentes déclarations de Thierry Le Paon au *Nouvel Économiste*

Versailles, le 28 mars 2014

Chers camarades,

C'est avec consternation que nous avons pris connaissance des récentes déclarations de Thierry Lepaon, secrétaire général de la CGT, au journal *Le Nouvel Économiste* :

« Il n'existe à la CGT aucune opposition de principe face au patronat. L'entreprise est une communauté composée de dirigeants et de salariés – là encore, je regrette que les actionnaires fassent figures d'éternels absents – et ces deux populations doivent pouvoir réfléchir et agir ensemble dans l'intérêt de leur communauté. Sur ce plan, il est évident que le pragmatisme syndical s'impose.

Cette perspective ne me gêne pas, pas plus que celle du compromis qui s'inscrit dans les réalités de l'entreprise depuis toujours : encore une fois, dès lors que nous sommes contraints de vivre ensemble, il faut bien trouver les conditions de ce vivre-ensemble. C'est pourquoi je considère que la vocation d'un syndicat ne se résume plus aujourd'hui à protéger les salariés mais consiste à agir pour faire évoluer non seulement le monde du travail mais aussi la perception qu'on en a ; à incarner une forme de régulation sociale. »

Ceci est une violation pure et simple de

nos statuts confédéraux, dans lesquels la CGT se définit comme un syndicat « de classe et de masse » et détermine clairement que les contradictions d'intérêt entre Capital et Travail sont irréconciliables.

Les principes fondateurs de la CGT ne sont pas que des mots, un verbiage périé, mais bien la base, la source de notre engagement et de nos luttes, mais aussi, ce qui nous différencie des syndicats jaunes, des syndicats réformistes qui acceptent le fait accompli de l'exploitation capitaliste, alors que la CGT s'est toujours définie par un syndicalisme de transformation révolutionnaire de la société, voué à mettre un terme à l'exploitation capitaliste et dont les luttes immédiates ont pour but de faire primer les intérêts du Travail sur ceux du Capital.

Nous dénonçons clairement cette initiative, comme nous avons dénoncé à l'été 2012 la position de Thierry Lepaon comme rapporteur CGT des travaux du CESER sur l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageur, qui déjà semblait admettre, au nom de la CGT, le fait accompli de la privatisation du réseau et de la mise en concurrence des salariés, en violation des orientations de la fédération CGT des cheminots.

**Syndicat CGT de base, impliqué dans les luttes tant sur le champ professionnel que territorial, nous exprimons notre réprobation face à ce qui nous apparaît comme une tentative de « recentrage » de notre confédération que nous ne saurions admettre.**

Par ailleurs, que signifie la phrase « je crains un net rejet de l'Europe », alors qu'après des débats de haut niveau en 2005, dans les syndicats, les Unions Locales puis au CCN de notre organisation sur la nature de l'Union Européenne, la CGT a appelé à voter NON, ce qui a contribué au « net rejet » de la constitution européenne à 54 % des voix ?

L'Union Européenne a été bâtie par les Monopoles capitalistes pour leur seul profit, et le Capital utilise cette structure comme un bulldozer pour casser les droits sociaux et briser la résistance des travailleurs dans chacun des pays de l'Union, ce « net rejet » de l'UE par les travailleurs, n'est en rien un repli chauvin.

La Commission Exécutive du syndicat CGT des cheminots de Versailles réaffirme que la CGT n'est pas un « lobby » à la recherche du « consensus » avec le patronat, avec qui les salariés formeraient une « communauté » ayant des intérêts communs au sein de l'entreprise, mais une organisation de lutte de classe et de masse qui organise les exploités afin de combattre l'exploitation capitaliste et faire primer leurs intérêts sur ceux du Capital.

Nous exigeons enfin que la direction confédérale de la CGT applique le mandat qui lui a été confiée par le 50<sup>e</sup> Congrès de la CGT, et respecte les statuts et les valeurs de notre organisation.

Bien fraternellement,

La Commission Exécutive du syndicat

## Dernier hommage à Emile TORNER



Jeudi 20 mars 2014, les obsèques d'Emile Torner ont rassemblé plus de 150 camarades et amis, anciens déportés, militants associatifs, militants syndicaux cégétistes, militants communistes, amis, avec sa filleule civile, Vanessa Esmiol, et sa famille. De très nombreux messages de personnes empêchées nous sont parvenus et nous parviennent.

Ont pris la parole lors de la cérémonie :

Bertrand Herz, pour l'Association française Buchenwald-Dora et kommandos, également comme compagnon de déportation et ami d'Emile,

De jeunes camarades qui ont lu les [messages du Maire de Paris, du Maire du 15<sup>ème</sup> arrondissement et de l'adjointe aux anciens combattants](#), celui [des dirigeantes du Mémorial du](#)

[camp de concentration de Langenstein-Zwieberge](#).

Joran Jamelot, secrétaire du syndicat CGT de l'hôpital HEGP, qui a lu [les messages des syndicats CGT des Alpes-de-Haute-Provence et de l'Union locale CGT de Paris 15<sup>ème</sup>](#),

Emmanuel Dang Tran, au nom du Parti communiste français et des plus proches amis d'Emile,

La cérémonie s'est terminée par un recueillement au son du Chant des Partisans, du Chant des Marais et de l'Internationale.